



Conseil économique et social

Distr. générale
17 novembre 2011
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquantième session

1^{er}-10 février 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

et de la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

l'élimination de la pauvreté

Déclaration présentée par la Communauté internationale Bahá'ie, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.5/2012/1.



Déclaration

Les programmes d'élimination de la pauvreté sont axés de manière générale sur la création de la richesse matérielle. Bien que ces mesures aient amélioré les niveaux de vie dans certaines parties du monde, il n'en demeure pas moins que les inégalités sont généralisées. Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, dans son *Rapport sur la situation sociale dans le monde* (2005), a mis en évidence le gouffre qui sépare l'économie structurée de l'économie clandestine, le fossé croissant entre ouvriers qualifiés ou sans qualifications et les disparités croissantes dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que dans les possibilités de participer sur les plans social, économique et politique. Il est bien établi, preuves à l'appui, que les efforts axés sur la croissance et la création de sources de revenus n'ont pas nécessairement abouti à des améliorations sensibles sur le plan social, et que les inégalités croissantes ont fait que la communauté internationale connaît de plus en plus l'instabilité et l'insécurité.

La Communauté internationale Bahá'ie souhaite participer aux débats de la Commission sur l'élimination de la pauvreté en examinant les phénomènes reliés que constituent l'extrême pauvreté et l'extrême richesse. S'il est vrai que l'objectif de l'élimination de la pauvreté fait l'objet d'un large consensus, la notion d'élimination de l'extrême richesse représente un défi pour beaucoup de pays. Certains craignent que cette notion soit utilisée pour saper l'économie de marché, pour freiner l'esprit d'entreprise ou pour imposer des mesures de péréquation des revenus. Ce n'est pas ce que nous voulons dire. La richesse matérielle est, sans nul doute, essentielle à la réalisation des objectifs individuels et collectifs; une forte économie est, au demeurant, une composante clef d'un ordre social dynamique. Nous suggérons d'admettre que la question des extrêmes dans la pauvreté et la richesse porte essentiellement sur la nature des relations qui lient les individus, les communautés et les nations. De nos jours, la plus grande partie de la population mondiale vit dans des sociétés caractérisées par des relations de domination – que ce soit la domination exercée par une nation sur une autre nation, par une race sur une autre race, par une classe sociale sur une autre classe sociale, par un groupe religieux ou ethnique sur un autre groupe ou par un sexe sur l'autre sexe. Cela étant, un débat sur l'élimination de l'extrême pauvreté et de l'extrême richesse repose sur l'hypothèse que les sociétés ne peuvent s'épanouir dans un milieu qui favorise l'inégalité d'accès aux ressources, à l'acquisition des connaissances et à une participation véritable à la vie de la société.

Nous allons faire de brèves observations, dans cette déclaration, sur la façon dont les aspects ci-après de la société influent sur ces extrêmes : une vision matérialiste du monde, des postulats sur la nature humaine, les moyens de générer la richesse et l'accès à la connaissance. Nous suggérons un autre ensemble d'hypothèses afin de voir de quelle manière elles pourraient introduire un environnement économique plus équitable.

Le modèle dominant de développement dépend d'une société de consommateurs avides de biens matériels. Des taux de consommation, dont la croissance ne connaît pas de bornes, servent d'indicateurs de progrès et de prospérité. Cette vision du monde matérialiste, qui sous-tend en grande partie la pensée économique moderne, ramène les concepts de valeur, de besoins de la société, de rapports entre êtres humains, à la poursuite égoïste de la richesse matérielle. L'issue inévitable – un bouillon de culture de besoins qui se sont

emballés – est un système tributaire d’une consommation excessive par quelques-uns, tandis que l’exclusion et la pauvreté deviennent le lot de plus en plus lourd du reste du monde.

La plupart d’entre nous savent que, cependant, une vue matérialiste du monde ne rend pas compte de la totalité de l’expérience humaine, qui s’exprime – pour n’en citer que quelques aspects – dans l’amour et l’abnégation, la recherche de la connaissance et de la justice, l’attraction de la beauté et de la vérité, et la quête du sens de notre existence. Les progrès et la vitalité de l’ordre social dépendent, en fait, d’une relation harmonieuse entre les dimensions matérielles et spirituelles de la vie humaine. Dans ce cadre, les arrangements économiques favorisent l’épanouissement de relations humaines équitables et sereines et se fondent sur l’hypothèse que chaque individu peut apporter sa contribution à l’amélioration de la société.

Selon les données de l’Institut de statistique de l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO), environ 800 millions d’adultes dans le monde ne savent ni lire ni écrire; 2,5 milliards de personnes n’ont toujours pas accès à un système d’assainissement de base; et environ la moitié des enfants du monde vivent dans la pauvreté. À l’autre extrême, une poignée d’individus, 500 milliardaires environ, contrôlent 7 % du produit intérieur brut au niveau mondial. Notre système économique engendre des inégalités extrêmes. Un grand nombre estiment que de telles inégalités, bien qu’indésirables, sont nécessaires à la création de la richesse. Si le processus qui permet d’accumuler des richesses passe par l’oppression et la domination des autres, comment peut-on espérer, dans un tel environnement, mobiliser les ressources matérielles, intellectuelles et morales, nécessaires à l’élimination de la pauvreté?

Un grand nombre d’entre nous reconnaissent que la légitimité des richesses dépend de la façon dont elles ont été acquises. On peut faire l’éloge de la richesse si elle est le fruit d’efforts sincères et d’un travail assidu, si les moyens utilisés pour créer les richesses servent à enrichir l’ensemble de la société et si les richesses obtenues par ces moyens sont déployées pour améliorer les connaissances, l’éducation, l’industrie et, en général, pour faire progresser la civilisation humaine. Les principes de justice s’expriment à des niveaux différents, liés au processus d’acquisition des richesses. Employeurs et employés, par exemple, sont liés par des lois et conventions qui réglementent leurs activités. Chacun est censé remplir ses obligations avec honnêteté et intégrité. Par ailleurs, nous pouvons nous demander si des mesures génératrices de richesses servent à enrichir la société et à en promouvoir le bien-être. Les diverses voies menant à l’acquisition de la richesse doivent faire l’objet d’un débat sur l’élimination de la pauvreté, pour que toutes les mesures qui impliquent l’exploitation des autres, la monopolisation et la manipulation des marchés, ainsi que la production de biens qui encouragent la violence et détruisent le tissu social, fassent l’objet d’une étude approfondie et critique par la plupart des gens. On pourrait, par exemple poser la question suivante : la relation entre les salaires et le coût de la vie est-elle juste et équitable? Quelles sortes de moyens générateurs de richesses pourraient profiter à la majorité au lieu de quelques élus?

En marge de ce débat, l’élimination de l’extrême pauvreté et de l’extrême richesse nécessite en vérité une révolution des moyens d’accès à la connaissance. Une telle révolution devra s’attacher à redéfinir le rôle de chaque individu, de la communauté et de la nation dans la génération et l’application des connaissances.

Elle devra envisager la science et la religion comme deux systèmes complémentaires de connaissance, qui ont permis d'examiner la réalité et contribué au progrès de la civilisation au cours des siècles. Au fur et à mesure où cette réflexion se concrétisera, elle facilitera la transformation de la qualité et de la légitimité de l'éducation, de la science et de la technique, ainsi que des modèles de consommation et de production. On ne peut continuer à considérer les peuples du monde comme de simples consommateurs et utilisateurs de technologies provenant des pays industrialisés. Cette façon d'aborder la question étouffe les niveaux nécessaires d'entreprise et de créativité humaine, dont on a aujourd'hui besoin pour surmonter d'urgents défis. Le renforcement des capacités nécessaires à l'identification des besoins technologiques, à l'innovation et à l'adaptation des technologies existantes est essentiel. Ces capacités, si elles sont élaborées avec succès, pourraient aider à briser le déséquilibre des flux de circulation des connaissances du Nord vers le Sud, des zones urbaines vers les zones rurales, des hommes vers les femmes. Ce processus permettrait d'élargir le concept de « technologies modernes » à un modèle caractérisé par des besoins définis localement et par des priorités qui prennent en compte le bien-être matériel et spirituel d'une communauté.

L'élimination de la pauvreté, telle qu'elle est exprimée au début de la déclaration, ne peut être exclusivement conçue en termes d'amélioration de la richesse matérielle des pauvres. Il s'agit d'une entreprise de plus grande envergure, qui prend racine dans des relations qui définissent les interactions entre les individus, les communautés et les nations. Nous invitons les autres parties qui œuvrent activement à l'instauration d'un ordre économique et social juste et équitable à s'entretenir avec nous au sujet des problèmes sous-jacents, afin de nous enrichir de nos différences mutuelles et de conjuguer nos efforts pour parvenir à ces fins. Pour conclure, nous aimerions soumettre à votre attention un certain nombre de questions :

À quoi sert une économie? Quels sont les postulats concernant la nature humaine qui sous-tendent notre compréhension des buts d'une économie? Qu'entendons-nous par le concept de richesse?

De quelle façon l'extrême pauvreté et l'extrême richesse freinent le développement, l'autonomisation et de saines relations? Quelles sortes d'identité forgent l'existence de ces deux extrêmes (par exemple, dépendante, moralisatrice, de consommateur, de producteur, etc.)? Comment ces identités contribuent-elles à perpétuer les inégalités?

Quel est le rôle joué par les connaissances – telles qu'elles sont déduites de la science et de la religion – dans la transformation de nos structures et processus économiques?

Comment établir un concept de la nature et des buts de notre travail, de la richesse et de l'autonomisation économique, qui aille au-delà des notions d'optimisation de l'utilité imputables à des individus recherchant leur propre intérêt?

Quels sont les rôles de l'individu, de la communauté, du secteur privé et des dirigeants élus par rapport à l'élimination de l'extrême pauvreté et de l'extrême richesse? À quoi cela ressemble-t-il en pratique?

Quels sont les points d'entrée pour opérer des changements dans l'économie? Qu'est-ce qui incite les individus, les communautés, les entreprises privées et les gouvernements à réformer les structures et les processus économiques? D'où leur vient le sens de poursuivre un but et d'être engagé?

Quelles sont les conceptions et les croyances largement répandues qui font obstacle à notre aptitude à transformer les systèmes économiques actuels? Comment pouvons-nous surmonter ces problèmes?
